

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 10 juillet 2013

La transition énergétique dans les transports

Déclaration du groupe des associations

À la fois pour des raisons écologiques et économiques, la transition énergétique s'impose comme projet politique dans la perspective d'un développement durable à construire. En jeu se trouvent ainsi l'abaissement des coûts et l'optimisation de la ressource, ainsi que la préservation de l'environnement, laquelle comprend aussi bien la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique que la réduction des pollutions engendrées par l'exploitation des sources d'énergie et par le rejet de déchets gazeux dans l'atmosphère.

Intégrée à la question des transports, la transition énergétique suppose de combiner efficacité et sobriété énergétiques, dans un monde où les besoins en mobilité augmentent proportionnellement aux problèmes environnementaux qu'ils engendrent. Cette question implique de concevoir une nouvelle organisation de notre société, tant en matière d'infrastructures et de matériels qu'en termes d'organisation du travail et de modes de déplacement à favoriser.

Le groupe des associations salue l'approche de l'avis qui vise à appréhender l'ensemble de ces aspects et à concilier les besoins des différentes classes d'acteurs concernées (particuliers, industries, entreprises de service, opérateurs de transport) dans le respect de l'environnement et des générations futures.

Notre groupe souhaite mettre l'accent sur trois sujets prépondérants. Tout d'abord, la question de la précarité énergétique dans les transports revêt une importance de premier plan, dans la mesure où elle a fortement contribué à sensibiliser aux enjeux écologiques les milliers d'associations non environnementales qui agissent au quotidien auprès des plus pauvres. En effet, se déplacer pour se rendre au travail, accéder aux services publics, ou encore s'approvisionner, est un droit fondamental.

En conséquence, nous approuvons fortement les mesures visant à garantir l'accès, tant économique que géographique, aux transports pour tous *via* un prix attractif et un bon maillage du territoire, notamment dans les zones périurbaines et rurales où peu d'alternatives existent face à la voiture individuelle. Par ailleurs, l'impulsion forte des pouvoirs publics jouant un rôle déterminant dans la mobilisation des citoyens, toutes ces dispositions sont à même de permettre le changement des habitudes et des mentalités nécessaires à la transition énergétique.

Dans le même sens, nous soutenons l'accroissement d'une offre adéquate en transports en commun de proximité, ainsi que la promotion de la mobilité douce (vélo, marche à pied, parcours scolaires pédestres) et l'aménagement massif de pistes cyclables dans les agglomérations, aux côtés de l'autopartage et du covoiturage.

Enfin, concernant le fret, nous encourageons la construction de plateformes multimodales permettant une optimisation de la logistique, ainsi que le développement

des modes de transports alternatifs à la route et à l'aérien, tels que le ferroviaire, le maritime et le fluvial.

Le groupe des associations a voté l'avis.